

## Précolaire

# Les enfants ruraux laissés pour compte



■ Seulement le tiers des 4-5 ans est préscolarisé

■ A peine le quart des petites filles

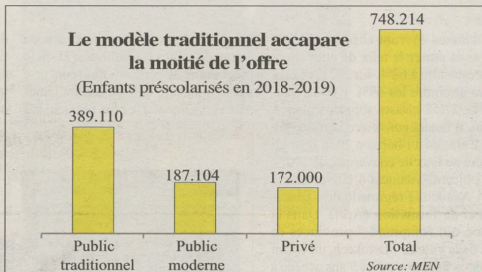
■ Six citadins sur dix accèdent à ce cycle

A peine 35,7% des 4-5 ans en milieu rural bénéficient d'une éducation préscolaire, contre 60,2% de leurs homologues urbains, soit deux fois moins. En dix ans, cette part ne s'est améliorée que de 1,3 point, selon les statistiques de l'Education nationale. En 2008-2009, elle était de 34,4%. En milieu urbain aussi, le taux de préscolarisation n'a presque pas bougé. Il a même légèrement reculé. Il y a dix ans, il était à 60,8%. C'est dire l'ampleur du retard pris sur ce chantier. Dans les campagnes, la situation est, cependant, plus préoccupante.

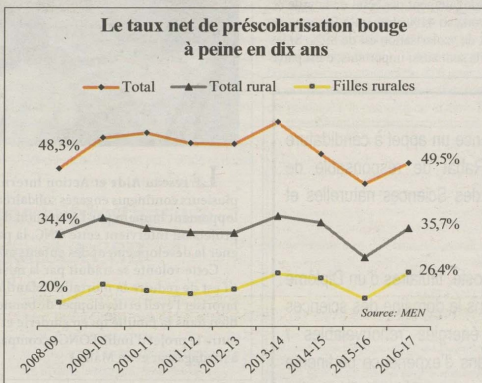
Les petites filles rurales sont encore plus exclues du cycle préscolaire. Elles ne sont que 26,4% à en profiter, contre 59,4% des citadines de leur âge.

Généralement, les enfants ruraux accèdent à un préscolaire traditionnel, sous forme de M'sid ou de Kouttab (écoles coraniques), dont le modèle est largement dépassé, et dont le rendement reste médiocre. Dans ces endroits, les tout-petits, au lieu de pratiquer des activités d'éveil, de se familiariser avec les langues, de s'épanouir... se transforment en machines à apprendre pas cœur. Les crèches privées modernes, pour leur part, ne prennent pas le risque de s'installer dans les campagnes, faute de rentabilité.

Cette faible préscolarisation dans le rural explique, en partie, l'ampleur du décrochage scolaire auprès de cette population, longtemps laissée pour compte. Au primaire, les enfants ruraux abandonnent pratiquement six fois plus leur scolarité par rapport à la moyenne nationale (5,74% contre 1,1%). Non préparés à intégrer le primaire, ils sont plus nombreux à décro-



Les trois quarts des enfants préscolarisés sont inscrits dans le public. La moitié relève du public traditionnel. Le secteur privé, pour sa part, accueille 23% des effectifs. 45% du total des 4-5 ans préscolarisés sont des filles



Peu de progrès ont été réalisés sur le préscolaire ces dix dernières années. En témoigne le taux de préscolarisation qui a à peine bougé durant cette période. La tendance à la baisse, enregistrée entre 2013 et 2016, pourrait être expliquée, en partie, par la fermeture des classes préscolaires dans les écoles primaires publiques, initiée par l'ancien ministre de l'Education nationale, Mohamed El Ouaïfa (2012-2013). La réouverture de ces classes a ensuite repris du temps de son successeur Rachid Benmokhtar (2013-2017)

cher. Or, selon une enquête du HCP, réalisée auprès de 12.500 ménages en 2014, la préscolarisation réduit de moitié les déperditions scolaires (tous cycles confon-

du)s. Au primaire, l'abandon est trois fois plus important chez les enfants n'ayant pas été préscolarisés. L'enseignement préscolaire améliore, en outre, la résu-

site d'au moins 50%, et allonge l'espérance de vie scolaire. Une fois inscrit à l'école, un enfant non préscolarisé accumule un nombre d'années d'études inférieur de deux ans à celui de ses camarades ayant reçu un enseignement préscolaire.

En somme, ce cycle permet d'améliorer la qualification du capital humain. Mais malgré son importance, il a longtemps été relégué au second plan.

### Enfin une stratégie

Le préscolaire n'a jamais fait l'objet d'une stratégie dédiée. Il n'a, par ailleurs, jamais obtenu de budget propre, à part une enveloppe qui lui a été consacrée durant le plan d'urgence pour l'éducation (2009-2012), de près de 795 millions de DH, et qui n'a finalement pas servi à grand-chose. Cette année, pour la première fois, le cycle est doté de tout un programme s'engageant sur des objectifs. Mais rien n'est précisé par rapport au rural, le plus en retard sur la question, et méritant un effort encore plus conséquent.

Le programme prévoit de faire passer le taux de préscolarisation des 4-5 ans de 49,6% aujourd'hui à 67% en 2021, à travers la création de nouvelles classes dans les écoles publiques. Dès cette année 2018-2019 l'on cible 100.000 enfants supplémentaires, parmi plus de 700.000 non préscolarisés, via 4.000 nouvelles salles de cours. Le ministère ambitionne de généraliser cet enseignement à partir de 2027, grâce à la mobilisation de 50.000 classes et à la formation de 56.000 éducateurs et 950 animateurs. Le coût global de ces actions est estimé à plus de 30,2 milliards de DH sur dix ans. Dès 2028, la tutelle entend s'attaquer à la tranche des 3 ans.

C'est donc un véritable tournant qui a été pris cette année. Néanmoins, tout dépendra de la mise en œuvre sur le terrain et de la disponibilité du budget. Le rural passerait-il, encore, en dernier? □

Ahlem NAZIH

